

Privilégier la transversalité

Créée en 2008, Fedinform Patrimoine est une association à but non lucratif dont le nom est l'acronyme des verbes fédérer, informer et former. « Ancien élu de CGPC, de la CNCGP (ex-CIP) et de la Compagnie des CGPI, précise Bernard Allali, son président et fondateur, j'ai souhaité cesser avec les clivages politiques afin de promouvoir notre belle profession. Il s'agit également d'arrêter le parisianisme où se déroulent de grandes et belles manifestations liées à notre profession, en réunissant des cabinets principalement basés dans le Sud-Est. »

L'association a pour objectif de réunir régulièrement ses adhérents, mais aussi d'autres confrères, autour de sessions conviviales de formation et d'information, dont deux temps forts : la convention annuelle, dont la prochaine se déroulera à Amsterdam en janvier prochain, et le séminaire de juin baptisé « Les couleurs du Sud », devenu incontournable de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont la dixième édition se tiendra les 15 et 16 juin 2016, au Mas-de-Pierre, à Saint-Paul-de-Vence.

→ Convivialité

Durant l'année, de nombreuses réunions sont également mises en place avec le concours de partenaires-fournisseurs. « A leur demande, nous avons la capacité de réunir quelques dizaines de cabinets à l'occasion d'une réunion traditionnelle ou dans un cadre plus décontracté. Par exemple, nous avons organisé "les voiles du patrimoine", "les écoles de cuisine et du patrimoine" ou encore "la marche de la finance", toujours en se formant sur notre métier. »



Bernard Allali, président-fondateur de Fedinform Patrimoine.

Fedinform Patrimoine a également accompagné ses adhérents dans l'obtention d'un master ou d'un DU en gestion de patrimoine. Le partenariat mis en place avec le Cetfi étant terminé (le master en gestion de patrimoine créé par Claude Bensoussan, puis dirigé par Gilles Duteil, n'existe plus), la structure s'est associée à l'Aurep. A ce jour 160 candidats se sont vus diplômés d'un master II ou du DU (inscrit au RNCP) de l'Aurep.

→ Partage

Si l'association a volontairement réduit le nombre de ses adhérents, à l'origine cent quarante cabinets, aujourd'hui une quarantaine (soit une centaine de CGPI, 700 M€ d'encours), quelques recrutements sont prévus l'an prochain. Elle compte aussi associer à ses événements d'autres associations, comme ce fut le cas dernièrement d'Alliance & Patrimoine, dirigé par Thierry Souquet. « Il s'agit ici de mutualiser nos coûts, mais aussi permettre à nos partenaires de réunir de nombreux conseillers en un seul lieu et de rencontrer d'autres professionnels que les adhérents de Fedinform. »

→ Vigilance

S'il s'inquiète de « la réglementation qui étouffe actuellement les cabinets », Bernard Allali se mobilise pour la défense de la profession. Cela passe en toute transversalité par la proximité et les échanges avec les présidents des différentes organisations syndicales. Un contrat groupe d'assurance RCP et garanties financières à l'attention des membres de Fedinform Patrimoine a été négocié auprès d'Aon.

EXPATRIATION

Une réponse au dispositif Fatca

Depuis avril 2015, la société de gestion indépendante Wiséam met à disposition des indépendants du patrimoine un service US Persons, permettant d'assurer la gestion des actifs de leurs clients expatriés aux Etats-Unis ou ayant la double nationalité, ou encore des Américains résidant en France, pour les cas les plus fréquents.

« Face au coût que représente un tel service, les banques en Europe n'assurent plus ce service (coût estimé à 500 millions d'euros pour l'ensemble des banques, selon l'AFB), signale François Jubin, président de Wiséam. Suite à la création de Fatca en juin 2014 visant à lutter contre l'évasion fiscale, il s'agit pour

les établissements financiers de transférer les informations des comptes existants des US Persons au fisc américain, selon leurs normes IRS. Pour les clients, l'enjeu est de taille. Ils doivent modifier profondément leur organisation patrimoniale, en tenant compte de nouvelles règles fiscales, mais également sur la gestion de leurs actifs. Nous les accompagnons en leur proposant une gestion, de culture européenne, adaptée à leur situation qui intègre la dimension taux de change, par exemple. Nous sommes aussi les seuls à proposer une solution en partenariat avec le conseil habituel du client. »

Pour assurer ce service, Wiséam a conclu un accord avec une banque dépositaire américaine et est enregistré à la SEC, l'équivalent américain de l'AMF.